

La PATIENTE VERTRIEDUNG asbl qui a pour mission d'informer et d'assister les patients dans le domaine de la santé et de la sécurité sociale lance un appel au nouveau gouvernement afin que celui-ci ait à l'esprit un ensemble de problèmes et préoccupations qui affectent les bénéficiaires de soins dans leur quotidien.

Ainsi, la PATIENTE VERTRIEDUNG asbl demande au nouveau gouvernement de porter une attention particulière aux points suivants :

1. information du patient sur ses droits et devoirs par une instance neutre et non comme prévue dans la nouvelle loi portant sur les droits et obligations du patient par une instance liée au Ministère de la santé ;
2. information du patient sur ses droits et devoirs par une instance compétente dans le domaine de la sécurité sociale « Guichet unique » ;
3. mise en place d'un service d'assistance au niveau de la Caisse Nationale de Santé pour faire valoir les droits des assurés en cas d'abus et fraudes ;
4. adaptation des structures de la Caisse Nationale de Santé au progrès scientifiques, techniques et sociaux afin de garantir une qualité de prise en charge des affiliés;
5. augmentation des effectifs auprès des instances de recours afin de réduire les délais ; p.ex Conseil Arbitral, Conseil supérieur ;
6. inclure dans le projet de loi sur les droits et obligations des patients la mise en place d'une instance de conciliation indépendante capable de diligenter des expertises;
7. inclure dans le projet de loi portant sur les droits et obligations des patients le domaine de l'assurance dépendance;
8. mise en place de normes et critères de qualité en ce qui concerne les transports par les Taxis - Ambulances;
9. garantir un accès aux soins à toute personne indépendamment de sa situation financière;
10. mise en place de normes pour les chambres à un lit et à 2 lits ;
11. création de centres de compétence et implémenter la chambre à un lit comme standard (ceci comme adaptation aux besoins spécifiques de certaines pathologies) ; (abolition de la catégorie chambre 1^{ère} classe) ;
12. abolition de l'application du supplément de 66% par rapport au tarif officiel défini pour les actes médicaux prestés lors de séjour en chambre 1^{ère} classe ;

13. abolition des convenances personnelles (CP);
14. inclure tous les actes médicaux et médico-dentaires dans la nomenclature et adaptation de la nomenclature des médecins et médecins - dentistes et professions de santé aux nouveaux standards de soins ;
15. mise en place d'un tarif de consultation lié au temps de prestation; (Zeittarif);
16. pas d'augmentation de la Taxe de Valeur Ajoutée (TVA) sur les tarifs des médicaments;
17. publication des activités, des résultats et des efforts en matière de qualité ; publication des statistiques des activités / des actes réalisés par médecin et par hôpital;
18. mise en place d'une instance de contrôle de qualité des actes prestés dans le domaine de la santé et de l'assurance dépendance avec la participation directe des représentants des patients ;
19. information sur la procédure des plaintes et prise en compte de la satisfaction des bénéficiaires de soins dans l'organisation et l'amélioration de l'offre des soins;
20. développement des programmes de détection précoce et le développement de la médecine préventive ;
21. reconnaissance et réglementation des différentes formes de médecine complémentaire, médecine douce (p.ex. ostéopathie);
22. reconnaissance et réglementation de la médecine de l'environnement (nomenclature et infrastructure à concrétiser) ;
23. création d'un centre de nationale de médecine de l'environnement ; (nomenclature et infrastructure à concrétiser) ;
24. une meilleure prise en charge des personnes atteintes de maladie psychique et psychosomatique avec notamment une amélioration des infrastructures à disposition et un contrôle de qualité accru des prestations offertes dans le cadre du suivi de ces patients ;
25. prise en compte des différentes maladies de dépendance comme p.ex.: l' addiction aux jeux, à l'alcool, aux médicaments et assurer un appui accru aux associations œuvrant dans ce domaine ;
26. réorganisation des services d'urgences afin de garantir une prise en charge compétente dans les meilleurs délais ;
27. mise en place de maisons médicale dans toutes les régions du pays ;

28. coordination de l'offre de soins des services spécialisés dans l'ensemble du territoire nationale et dans le cadre de la grande région - développement des coopérations transfrontalières;

Il s'agit là de sujets importants qui nécessitent d'être approfondis et accompagnés par d'autres. C'est pourquoi, la PATIENTE VERTRIEDUNG asbl souhaite discuter de ces différents points avec le nouveau gouvernement pour s'assurer que les attentes et besoins des patients sont pris en considération et traduits en actions.